

Pourquoi la réforme territoriale nous concerne aussi

ÉCRIT PAR LECOURRIERDEGUADELOUPE.COM / PIERRE-ÉDOUARD PICORD

6 juin 2014

Le grand chambardement qui a cours actuellement à propos de la réforme territoriale devrait en l'état actuel des informations, substituer 14 grandes régions aux 22 actuelles que compte l'hexagone. Cette réforme qui verrait disparaître des échelons administratifs et par conséquent entraînerait une diminution du nombre des élus suscite maintes réticences des politiques y compris d'ailleurs dans le propre camp des socialistes. Bref, disons tout net que la partie ne s'annonce pas des plus faciles pour l'exécutif, qui pourtant pousse à fond le mouvement, et voudrait au plus vite voir aboutir le projet. Cette fois, elle pourrait cependant bel et bien être menée à terme la réforme, tant François Hollande n'a plus rien à perdre. Au plus bas des sondages, fusillé dès qu'il lève le petit doigt, le Président de la République semble avoir momentanément fait son deuil d'un revirement immédiat de l'opinion à son endroit, et décidé quoiqu'il arrive de passer à l'offensive. Ce grand chavirement politico-administratif annoncé au niveau national n'est pas sans incidence sur notre devenir institutionnel. Même si le projet de loi prend bien le soin de préciser que la fusion des régions ne concerne pas les DOM. Ainsi il n'y aura pas de grande région Antilles Guyane comme l'ont suggéré certaines voix venues de la Martinique. Toutefois, le contenu de la réforme en ce qui concerne les compétences nouvelles octroyées à la région, le dépouillement des départements en vue de leur suppression programmée, impacteront la Guadeloupe tout autant que les autres régions de France. Plusieurs possibilités s'offrent à nos élus. 1° la bataille sourde entre socialistes et GUSR sur l'évolution statutaire continue et cette querelle devient le point de clivage en vue des prochaines élections régionales. 2° un consensus est trouvé sur la manière de concevoir désormais notre avenir politico-administratif et alors, les élus pourraient s'entendre sur les meilleurs outils à mettre en place pour la gouvernance. Je crains cependant que cette option soit caduque. L'enjeu politique est à la fois trop fort et trop proche pour favoriser un quelconque

consensus sur cette question. Reste qu'aujourd'hui, la balle est dans le camp de Victorin Lurel, puisque pour ce qu'on sait des projets du gouvernement, c'est l'institution régionale qui sera en pole position avec l'acquisition de la quasi-totalité des compétences. La Guadeloupe est en droit d'attendre de celui qu'elle a désigné comme l'homme fort du paysage politique, une initiative tout aussi forte. Redéfinir cette Guadeloupe de projets qu'il a jadis évoquée suffi rait à donner un cap au pays. Quel développement économique ? Quelles réformes mettre en place pour sortir de l'économie de rente héritée de l'économie coloniale ? Quid de notre ambition au niveau de la souveraineté alimentaire ? Quelle politique énergétique après la SARA ? Quelle politique envisager pour faire face au vieillissement de notre population et à notre démographie négative ? Et je ne parle même pas du problème de l'eau ou de celui des déchets. Ces objectifs définis, il sera ensuite toujours temps de modeler les outils les plus aptes pour les atteindre.